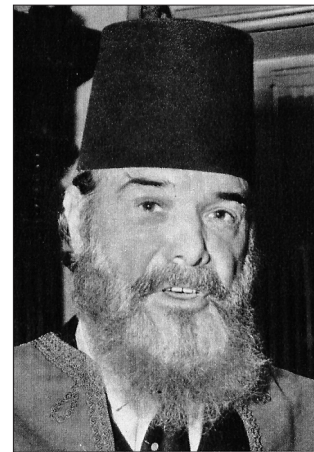


Les nationalistes algériens dans le Douaisis

de la protestation de masse à la guerre dans la guerre (1949-1956)



Messali Hadj.

Jean-René GENTY

Les deux choses dont je suis le plus fier dans ma vie, c'est d'abord d'avoir travaillé avec des Allemands antifascistes pendant la Seconde Guerre, ensuite d'avoir défendu l'honneur de Messali et des messalistes.

Edgard Morin¹

La présence de 400 000 Nord Africains en France, en contact permanent avec la classe ouvrière française, leur présence au milieu d'un peuple en pleine lutte sur le plan politique et syndical, sont autant de possibilités susceptibles de faire comprendre le problème algérien et de déjouer toutes les manœuvres impérialistes.

Messali Hadj, Histoire de la Fédération de France du MTL, juillet 1954².

Dans la lutte de libération nationale, l'émigration installée en France métropolitaine a joué un rôle important qui fut ensuite oublié voire contesté. De la naissance de l'Union Inter coloniale à celle de l'Étoile Nord Africaine et du Parti du Peuple Algérien, les militants de l'émigration furent très présents aux grandes étapes de la «Haraka al Watania»³.

La connaissance de l'histoire du nationalisme algérien a considérablement progressé depuis les travaux pionniers de Mohammed Harbi, Benjamin Stora ou Gibert Meynier. Des chercheurs plus jeunes ont retravaillé certains aspects du mouvement nationaliste algérien comme Linda Amiri (la fédération de France du FLN⁴), Nedjib Sidi Moussa (la direction du mouvement messaliste⁵) ou encore Rabah Aïssaoui⁶. Les aspects les moins connus de l'activité nationaliste comme la lutte armée en France ont commencé à être explorés (Daho Djerbal et l'organisation spéciale de la fédération de France du FLN⁷). Parallèlement aux grandes synthèses, les travaux monographiques peuvent également apporter de nouveaux éclairages.

Dans le fonctionnement du mouvement migratoire, la région du Nord joua un rôle essentiel dès le début des années vingt. Combinant l'effort de reconstruction et le développement des grandes concentrations industrielles nécessitant l'emploi d'importants contingents de travailleurs sans qualification, la région eut recours massivement à l'émigration. Si les premiers contingents de travailleurs algériens arrivèrent dans les mines quelques années avant la première guerre mondiale, leurs effectifs varièrent entre quelques centaines et quelques milliers de personnes entre 1920 et 1939. Ce ne fut qu'à la fin des années quarante que se produisirent les arrivées massives. Fuyant la misère, recherchant du travail et s'échappant d'une société coloniale bloquée qui leur offrait peu de perspectives, des milliers de jeunes hommes choisirent l'émigration. «El Ghorba» – l'exil, l'arrachement – devint le refuge des militants et des autres.

Le Douaisis occupait géographiquement une place stratégique. Situé au cœur du bassin minier, à la croisée des voies nord/sud et est/ouest, à une trentaine de kilomètres de la frontière belge, l'arrondissement hébergeait de grandes unités

1. Edgard MORIN, *Mon chemin*, entretien avec Djenane Karih Tager, Paris, Fayard, 2008.

2. Jacques SIMON, *Messali Hadj par les textes*, Paris, Bouchène, 2000, p. 94.

3. Littéralement on peut traduire ainsi : *Haraka*, le mouvement, *el Watan*, le peuple au sens de la Nation.

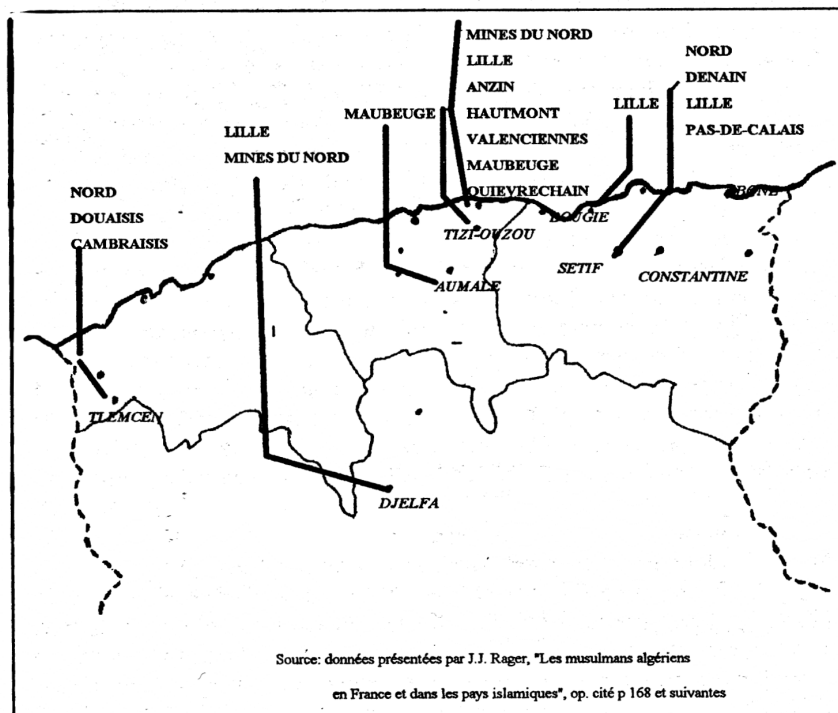
4. Linda AMIRI, *La Fédération de France du Front de Libération Nationale (FLN), des origines à l'indépendance (1956-1962)*, thèse de doctorat en histoire contemporaine présentée sous la direction de Serge Bernstein et Benjamin Stora, Institut d'Études Politiques de Paris, 2013.

5. Nadjib SIDI MOUSSA, *Devenir Messaliste (1925-2013). Sociologie historique d'une aristocratie révolutionnaire*, thèse de doctorat en Sciences Politiques présentée sous la direction de Johanna Simeant, Université de Paris-1, 2013.

6. Rabah AISSAOUI, *Immigration and National Identity. North African political movements in colonial and postcolonial France*, Londres, Tauris Academic Studies, 2009.

7. Daho DJERBAL, *L'Organisation Spéciale de la Fédération de France du FLN. Histoire de la lutte armée du FLN en France (1958-1962)*, Alger, Chihab Editions, 2012.

Ci-contre, carte établie à partir des données issues de l'ouvrage de Jean-Jaques RAGER, *Les musulmans algériens en France et dans les pays islamiques*, thèse, Université d'Alger, 1950.



industrielles, fosses d'extraction minières, sidérurgie et chimie, entourées d'une myriade d'ateliers et de petites entreprises sous-traitantes. Ces entreprises, encore peu mécanisées, employaient un nombre important de travailleurs sans qualification et recouraient de plus en plus aux travailleurs migrants.

Dans ce contexte, le *Parti du Peuple Algérien* s'implanta solidement parmi les travailleurs migrants à partir de 1949, faisant du Douaisis, en se jouant des limites administratives, une plate-forme militante extrêmement combative. L'histoire de ces militants a suivi plusieurs étapes et nous proposons ici d'aborder la première, celle qui s'étend de 1949 à 1956, caractérisée en premier lieu par la montée en puissance du mouvement perçue à travers des formes d'expression empruntées au mouvement ouvrier (manifestations, pétitions, grèves) entravée par une crise interne violente débouchant sur la rupture entre les partisans du « chef national », Messali Hadj, et ceux qui se réclameront bientôt du *Front de Libération National*.

Cette histoire se déroule dans un contexte de grande contrainte sociale imposée par l'organisation de l'économie et de la production industrielle des années cinquante, le poids des préjugés et stéréotypes sociaux issus de l'ordre colonial et la lourdeur de la surveillance et de la répression policière. Ce dernier aspect qui fait désormais l'objet de travaux de recherche historique importants⁸ n'est abordé dans cette histoire que de manière indirecte. Il mériterait une étude spécifique à part entière, de même d'ailleurs que la politique pénale adoptée en la matière.

Après avoir rappelé quelques éléments relatifs à la condition des travailleurs migrants algériens dans le Douaisis, le texte évoquera les activités des nationalistes en distinguant la période de construction du parti dans le Douaisis (1949-1953), celle de la préparation et du déclenchement de la lutte armée (1954-1955) puis l'évolution vers ce que Mohammed Harbi a appelé la « guerre dans la guerre » au cours de l'année 1956.

I. UNE ÉMIGRATION CARACTÉRISÉE ET ÉTROITEMENT SURVEILLÉE

I-1- Un mouvement général fortement influencé par le contexte économique et le cadre juridique

L'évolution de l'immigration algérienne dans la région du Nord reflète le mouvement général enregistré en métropole. Dès la fin de la première guerre mondiale, les Algériens qui s'étaient repliés dans la région parisienne ou en Algérie revinrent travailler dans les Mines. D'autres arrivèrent, poussés par les difficultés rencontrées en Algérie. À l'été 1923, ils étaient environ 6000 dans les deux départements, mais une grande partie d'entre eux se trouvaient réduits à des conditions de vie très précaires, car la région traversait une forte récession. Entre 1931 et 1936 on observa la plus forte diminution de migrants, soit plus de 50 %. Mais, dès la fin de l'année 1936, la reprise des flux se dessinait et, en 1939, on dépassait à nouveau les 5000 migrants présents. Ce mouvement résultait à la fois

8. On citera notamment les travaux suivants : Emmanuel BLANCHARD, *La police parisienne et les Algériens (1944-1962)*, Paris, Nouveau Monde, 2011 ; Jim HOUSE et Neil MACMASTER, *Paris 1961. Les Algériens, la terreur d'État et la mémoire*, Paris, Taillandier, 2008.

de la libéralisation de la réglementation mise en place par le Front Populaire et de la reprise économique qui s'esquissait dans certains secteurs industriels. Au cours de la seconde guerre mondiale, le départ dans les unités combattantes ou vers l'Algérie puis le ralentissement des échanges entre la métropole et la colonie expliquent la diminution très forte des migrants algériens présents dans la région. À partir de 1947, le flux migratoire reprit avec les besoins de la reconstruction et les effets du statut de 1947. Les Algériens, citoyens français, avaient désormais priorité à l'embauche sur les ressortissants étrangers. La progression fut forte entre 1948 et 1952.

1-2- Les migrants dans le Douaisis

1-2-1- Les effectifs présents

La situation dans le secteur douaisien reflète l'évolution générale. Entre septembre 1950 et septembre 1951, les services de police notent une progression des migrants de 40 %⁹. À la fin de 1952, le Douaisis compte, selon les mêmes sources,¹⁰ 3 382 Nord-Africains dont 42 % résident dans deux communes centrales, Douai (18 %) et Auby (24 %). Il faut y ajouter environ 150 à Ostricourt et une petite centaine à Thumeries. On trouve onze communes proches du centre qui hébergent chacune plus de 100 Nord-Africains avec des groupes assez importants à Flines-lez-Râches (292), Sin-le-Noble (223) et Somain (220). Onze autres communes accueillent moins d'une cinquantaine de Nord-Africains à l'exception de Waziers qui en héberge un peu plus.

1-2-2- Les migrants au travail

Une partie importante de ces migrants installés dans le Douaisis « large » sont employés par les Houillères Nationales (1 213 dans le groupe de Douai et 159 dans le groupe de Oignies). Pour le reste, excepté la CRAM¹¹ à Auby qui emploie plus de 800 migrants, on trouve quatre entreprises¹² employant un peu moins de 500 Nord-Africains. Le reste est dispersé entre de nombreux ateliers ou petites entreprises.

L'écrasante majorité de ces migrants se retrouvent dans des emplois sans qualification dont les industries de l'époque ont grand besoin. L'exemple le plus éclairant est celui de la CRAM où les 800 Nord-Africains sur 1 200 travailleurs sont principalement employés aux tâches de manutention en milieu dangereux.

Il faut préciser qu'à côté d'un noyau relativement stable, il existe une population importante de migrants qui se trouvent dans une situation très précaire, allant de ville en ville pour se faire embaucher comme journaliers. Les pouvoirs publics éprouvent beaucoup de difficulté à estimer l'importance de ces mouvements. Le maire de Douai, André Canivez, tire la sonnette d'alarme en décembre 1952. Il se déclare inquiet devant le nombre de migrants sans emploi qui se présentent dans les services municipaux pour obtenir des secours¹³. Mais les services de police sont bien en peine de donner une indication chiffrée.

1-2-3- La question du logement

Elle s'avère particulièrement structurante. Deux modes de logement existent. Le logement en cafés garnis prédomine dans les communes les plus importantes comme Douai où il concerne 400 Nord-Africains. Ce logement privé est souvent misérable comme l'indique le sous-préfet de Douai qui évoque, dans un courrier au maire,

*quelques uns [qui vivent] en chambre garnie dans de grands locaux communs garnis de lits loués individuellement (salles de bals, anciens jeux de billon)*¹⁴.

Ceux qui bénéficient d'un hébergement assuré par l'employeur vivent dans de meilleures conditions. La synthèse des services de police de 1952 recense neuf « cantonnements » dans le Douaisis. À Auby, on trouve la « cité algérienne » au quartier des Asturies ouverte par la CRAM et le cantonnement des Engrais. Les autres cantonnements sont gérés par les Houillères Nationales, à l'exception de celui de Thumeries qui dépend de l'usine Béghin. Les camps des Houillères se situent à proximité des fosses d'extraction, assez éloignés des centres urbains. Ces hébergements relativement spartiates, souvent gérés par d'anciens militaires de l'Armée d'Afrique, jouent un rôle central dans le processus de politisation.

9. Rapport du commissaire chef de la Sûreté au commissaire principal chef du district de police de Douai, 7 novembre 1951, Arch. comm. de Douai, dossier F 6-93, Bureau de la main-d'œuvre – office du travail.

10. Rapport de la situation de la colonie Nord-Africaine adressé au préfet du Nord par le directeur départemental des polices urbaines, Arch. départ. du Nord, 459 W 142 187, cabinet du préfet.

11. CRAM: *Compagnie Royale Asturienne des Mines*.

12. Il s'agit classiquement d'entreprises relevant des secteurs suivants : bâtiment, travaux publics et industrie chimique ; les établissements *Fleury* à Auberchicourt, l'entreprise *Deloffre* à Douai, *Troyon* à Flers-en-Escrebieux et la *Société des Engrais d'Auby*.

13. Lettre du maire de Douai au sous-préfet du 31 décembre 1952, Arch. comm. de Douai, dossier F 6-93, Bureau de la main-d'œuvre – office du travail.

14. Lettre du sous-préfet au maire de Douai, 3 janvier 1953, Arch. comm. de Douai, dossier F 6-93, Bureau de la main-d'œuvre – office du travail.

15. Les célibataires sont regroupés par nationalité dans les cantonnements.

Les migrants sont souvent très critiques à l'égard de cet hébergement fourni par l'employeur. Ils lui reprochent son coût – fréquemment prélevé à la source – ainsi que les coûts annexes (cantine, économat, etc.). Or, dans le mécanisme général qui sous-tend le mouvement migratoire, le migrant souhaite disposer du maximum de disponibilités monétaires. Ces cantonnements fonctionnent sur un mode infantilisant et surtout, les Houillères Nationales ont pratiqué une politique de regroupement¹⁵ et de délégation de certains services à des intermédiaires. On retrouve dans ces situations les modes de gestion élaborés par le patronat du Nord à la fin du XIX^e siècle où chacun trouvait théoriquement son compte. Le patronat visait à s'attacher ainsi une main-d'œuvre relativement volatile à une époque d'expansion économique et d'offre de travail variée et à exercer un contrôle social. Mais l'employé de la compagnie y trouvait également son compte par des conditions de vie et des avantages qui tranchaient à l'époque par rapport à la condition ouvrière en général. Vis-à-vis des travailleurs étrangers ou coloniaux qu'elles employaient directement, les compagnies minières mettaient en place, bon gré mal gré, des politiques d'hébergement. Il semble qu'à l'origine, elles aient eu des pratiques différenciées. Celle de Courrières laissa les migrants s'organiser alors que la Compagnie d'Anzin, demeurant fidèle à ses habitudes, organisa quasi militairement la venue et la vie quotidienne des Algériens recrutés en 1913. Mais avec la nationalisation, les Houillères Nationales créèrent un service spécialisé qui gère les structures d'hébergement des travailleurs étrangers, le «service des colonies». L'entreprise créa des camps spécialisés dans l'accueil de populations différentes. Il y avait des camps italiens, allemands, marocains et algériens. Les Algériens, malgré l'ordonnance de 1944 et la loi de 1947, demeuraient assimilés à la Main d'Œuvre Etrangère (MOE).

I-3- Des mécanismes migratoires classiques

1-3-1- Une situation qui illustre le schéma analytique établi par Abdelmalek Sayad

16. Registres des recensements, Arch. comm. de Douai.

Historiquement, les premiers migrants étaient originaires de Kabylie. Cette dominante demeura jusqu'à la fin des années vingt où l'on vit arriver de plus en plus de migrants originaires d'Oranie. Ce fut par exemple le cas à Dorignies où la proportion d'Oranais parmi les migrants algériens passait de 3,33 % en 1926 à 58,33 % en 1936¹⁶. Cette montée en puissance des Oranais, qui persistera après la 2^e guerre mondiale, résultait en partie de la réorientation des recrutements par l'usine des Asturies au milieu des années vingt. Confrontée à l'importante syndicalisation à la CGTU¹⁷ de ses ouvriers kabyles, la direction de l'usine devait recruter des migrants originaires notamment de Maghnia et plus précisément de douars des Monts de Traras, M'Sirda Thata et M'Sirda Fouaga ou encore du village-zaouïa de Sidi Benamar¹⁸. Il semble que l'entreprise ait passé un accord avec la zaouïa pour l'envoi régulier de jeunes gens aux Asturies. Jusqu'à la fin des années quarante, le fonctionnement demeurait typique de ce qu'Abdelmalek Sayad caractérisait de «premier âge de l'émigration». Le groupe familial désignait un jeune homme pour venir travailler dans l'émigration pendant un temps relativement court. Les contacts informels faisaient que le flux d'arrivée progressait au fil du temps en fonction notamment des besoins de l'économie de la région d'accueil.

17. La Confédération Syndicale Unitaire a été créée initialement par les militants communistes rejoints par des anarchistes.

18. La zaouïa des Sidi-Benamar a été étudiée par Yahia BOUTEMENE dans un ouvrage intitulé *La Zaouïa des Ouled Sidi Benamar près de Nedroma*, éditions La Koutoubia, Tlemcen, 1950. Dans le soufisme maghrébin, la zaouïa regroupe les disciples du maître (le wali) qui suivent son enseignement. Elle crée des liens de solidarité très forts entre ses membres.

À la fin des années quarante, ce modèle s'estompait derrière une autre réalité. On assistait à une véritable explosion migratoire qui résultait de plusieurs facteurs. Dans le pays d'origine, la crise économique fut telle qu'elle provoqua des départs de plus en plus importants vers la métropole. À cela s'ajoutait le climat détestable d'une société coloniale bloquée et répressive. Dans les souvenirs des vieux migrants, le poids du drame de mai 1945 demeure particulièrement prégnant.

Du côté de la métropole, la région du Nord qui se trouvait confrontée aux défis de la reconstruction avait besoin d'une main-d'œuvre abondante, et ce d'autant plus, qu'elle était depuis le début du XX^e siècle une région d'émigration. Parallèlement, les obstacles juridiques plus ou moins fondés dressés par les pouvoirs publics entre 1920 et 1939 pour entraver les flux Algérie/métropole n'étaient plus de mise avec la loi de 1947¹⁹.

19. Loi n° 47-1853 du 20 septembre 1947 portant statut organique de l'Algérie, Legifrance, www.legifrance.gouv.fr

1-3-2- Force et importance des liens traditionnels

Le migrant – cela est vrai quel que soit le groupe d'appartenance – s'appuie sur le groupe familial ou villageois qui lui offre aide et assistance. Le phénomène est

particulièrement développé chez les migrants originaires de Kabylie qui constituent le noyau historique de la migration. Les gens se regroupent par douar d'origine et reconstituent des structures collectives qui organisent la vie du groupe. Par suite de la diversification et de l'arrivée en masse, ce phénomène s'amoindrit avec un nombre significatif de migrants qui se dispersent dans les grandes villes. Dans le Douaisis, l'arrivée massive des ruraux originaires de la région de Maghnia tend à renforcer le regroupement. Ceux qui sont déjà installés prennent en charge les nouveaux arrivants et les aident à trouver du travail via les liens familiaux, villageois et, dans le cas douaisien, confrériques. Ce phénomène est accentué par des politiques patronales qui visent à rechercher des intermédiaires et à traiter de manière distincte ces groupes de travailleurs en ayant recours à des dispositifs souvent empruntés aux instances coloniales. Certains secteurs de la police locale font de même et notamment le responsable du poste de police d'Auby.

C'est dans ce milieu que se développe localement à partir de 1947 la « Haraka Watanya » le Parti du Peuple Algérien.

1-4- Une émigration étroitement surveillée

Le contrôle social s'exerçant sur ces migrants est très pesant. Dans le dispositif global les forces de l'ordre jouent un rôle prééminent. Ce fut en 1951-1952 que les services spécialisés commencèrent à s'intéresser aux militants algériens. À la fin du mois de décembre 1952, le directeur départemental des services de police du Nord rédigeait une note sur les « réactions provoquées dans les milieux nord-africains par les manifestations de Tunisie et du Maroc »²⁰. Cette attention se renforça rapidement et les Renseignements Généraux se concentrèrent sur la recherche du renseignement local. L'antenne de Douai se montra au cours des années 1952 à 1954 particulièrement performante dans cette activité.

Sous l'autorité du préfet du Nord en charge de la zone de défense, le sous-préfet coordonnait l'ensemble des forces de l'ordre. Le titulaire du poste en 1954-1955 prenait manifestement très à cœur la lutte contre les nationalistes algériens. Il multiplia les rapports adressés au préfet à ce sujet et les mesures préconisées ne s'embarrassaient pas de scrupules juridiques superflus.

Les services de police de l'arrondissement étaient dirigés par un commissaire principal chef du district assisté d'un commissaire en charge de la sécurité publique. Le corps en tenue était en sous-effectif et assez mal équipé. S'y ajoutaient des inspecteurs de la sûreté. Avec la montée en puissance de la lutte contre les nationalistes algériens une « Brigade nord-africaine » officieuse fut constituée avec quelques inspecteurs secondés par des agents en civil. Le poste des Renseignements Généraux était placé sous l'autorité d'un troisième commissaire. Au total, selon un rapport adressé au préfet par le sous-préfet en 1955²¹, les services de police de l'arrondissement comptaient un effectif budgétaire de 236 (postes) mais un effectif réel de 185 personnels.

Côté équipement, le commissariat disposait d'un unique véhicule d'intervention, le car-radio de police secours. La majorité des patrouilles urbaines se faisaient à pied ou en vélo. L'armement était désuet, disparate et peu abondant. Il s'améliorera un peu avec le temps.

Côté gendarmerie, Douai hébergeait le commandement de la compagnie assuré par un capitaine dirigeant l'ensemble des brigades du Douaisis. Mais les effectifs étaient également jugés insuffisants, la compagnie comptait 100 gendarmes en 1946, ils n'étaient plus que 80 en 1955.

En cas de situation tendue (agitation ou manifestation) le commissaire chef de district mettait en place un dispositif mobilisant l'ensemble des forces disponibles. S'y ajoutaient généralement soit un escadron ou un demi-escadron de gendarmes mobiles, soit une compagnie de CRS. Ce fut notamment le cas le 1^{er} mai 1952 lorsque les CRS chargèrent le cortège du MTLD place Lhéry²².

20. Arch. départ. du Nord, cabinet du préfet, 459 W 142 187.

21. « Instructions Nord-Africains 1955-1962 », lettre du 27 juin 1955, Arch. départ. du Nord, 511 W, sous-préfecture de Douai, dossier 148 194, « Instructions Nord-Africains 1955-1962 », lettre du 27 juin 1955.

22. *Liberté*, 2 mai 1952.

II. LE TEMPS DE L'ENGAGEMENT (1949-1953)

L'adhésion de la grande majorité des migrants à l'idée nationale devait apparaître au grand jour de manière assez brutale. Il est possible d'appréhender ce phénomène à partir de trois éléments qui constituent autant de marqueurs

politiques : la participation aux défilés du 1^{er} mai, les grèves dans les usines et la mise en place de l'organisation politique.

II-1- L'apparition publique à travers les manifestations du 1^{er} mai

La participation massive des travailleurs algériens aux manifestations du 1^{er} mai provoqua la prise de conscience de l'importance et des capacités du Parti du Peuple Algérien-Mouvement pour le Triomphe des Libertés Démocratiques (PPA-MTLD).

Le premier mai 1951, on vit 700 Algériens défilé dans le cortège lillois, 800 à Maubeuge et 500 à Douai. Les manifestants marchaient en rang, encadrés par le service d'ordre du parti, scandant des slogans explicites « *Pas de soldats nord-africains pour la guerre* » (d'Indochine), « *Vive l'Algérie libre* ». Le secrétaire d'État à l'Intérieur, Albert Thomas (SFIO) avait donné des consignes extrêmement strictes à la police et notamment l'ordre de se saisir des emblèmes nationalistes. De violentes bagarres éclatèrent à Sous-le-Bois près de Maubeuge. Les manifestants arrêtés à cette occasion passèrent en jugement à Avesnes le 7 mai.

Le premier mai 1952, il y eut à nouveau une très forte participation des Algériens aux défilés. Plusieurs centaines participèrent au cortège de Douai en réclamant la libération de Messali Hadj. Place Lhéritier, le sous-préfet ordonna aux forces de police de s'emparer des emblèmes nationalistes. Les affrontements qui éclatèrent furent très violents et les forces de police tirèrent à balles sur les manifestants, provoquant deux blessés.

La répression qui s'ensuivit fut assez sévère avec un certain nombre de peines



Manifestant blessé par une balle de la police lors des affrontements survenus à Douai, le 1^{er} mai (photo tirée de Liberté, 4 mai 1952).

de prison. L'une des premières grandes opérations de police de la région se déroula à l'aube du 10 mai à la « cité algérienne » d'Auby.

Le 1^{er} mai 1953, le MTLD, dans un contexte très tendu sur le plan international ainsi que sur le plan national, décidait une démonstration de force. Cinq cortèges furent organisés dans la région. Celui de Douai regroupait 1 200 Algériens dont la moitié venait de Douai, d'Auby et de Flers-en-Escrebieux.

Pour l'organisation du 1^{er} mai 1954, les pourparlers entre la CGT et le PPA furent difficiles dans le Douaisis comme partout en France. Le différent portait sur le port d'insignes et de banderoles politiques entendons « portrait du Zaïm », slogans en faveur de l'indépendance et drapeau vert et blanc. 1 500 manifestants dont 1 200 Algériens se retrouvèrent place Carnot et les responsables CGT annulèrent le défilé officiellement en raison de la faible affluence (de métropolitains?) et

par crainte sans doute des incidents. Les forces de police avaient procédé à de nombreuses interpellations préalables²³.

Cette participation massive des Algériens aux défilés de la « Fête du travail » atteste la volonté forte de l'organisation nationaliste algérienne de se réclamer de la tradition du mouvement ouvrier et de se placer dans la continuité de l'Étoile Nord-Africaine. Elle témoigne de la force de l'adhésion au combat pour l'Algérie indépendante et de la capacité à mobiliser de l'organisation politique.

II-2- Les grèves sociales et politiques

À partir du début des années cinquante, les travailleurs algériens déclenchèrent des mouvements sociaux pour appuyer les revendications spécifiques ou nationalistes. Dans la région, un événement apparaît à forte valeur emblématique. Le 24 mars 1952, les travailleurs algériens de l'usine de la *Compagnie Royale Asturienne des Mines* déclenchèrent une grève qui paralysa l'usine. Le mouvement décidé par le PPA-MTLD, sans information préalable des organisations syndicales métropolitaines, visait à obtenir une amélioration des conditions de travail et d'hébergement ainsi que la suppression du système des amendes. Il démarra au service des fours. Le PPA fit appel à la CGT pour la négociation. Cette dernière dépêcha sur place le secrétaire de l'union départementale, Louis Manguines²⁴. La grève fut victorieuse mais elle provoqua une cassure entre les militants algériens et les métropolitains qui occupaient des positions d'encadrement.

23. Direction départementale des services de police du Nord, message n° 1, 1^{er} mai 1954, dossier 459 W – 142 201, Arch. départ. du Nord.

24. Louis MANGUINES, 1905-1987, métallurgiste, militant syndicaliste et communiste. À l'époque, il était secrétaire de l'Union Départementale CGT du Nord.

Ce conflit important montrait que, dans un certain nombre de grosses unités de production, le prolétariat était composé très majoritairement d'ouvriers algériens et que ces derniers étaient désormais en capacité de mener des luttes et de participer à des actions sociales autonomes à l'appel de leur organisation politique.

Ces caractéristiques obligèrent les syndicats et les partis ouvriers français à repenser leur approche de la question des travailleurs algériens et plus largement nord-africains dans le mouvement ouvrier. Ils ne pouvaient se contenter d'une situation laissant de côté ces travailleurs.

Le second mouvement, d'ampleur nationale celui-là, fut la grève lancée par la fédération de France du PPA-MTLD pour protester contre le placement en résidence surveillée de Messali Hadj²⁵. Le mouvement fut très suivi dans la région du Nord et se manifesta par des arrêts de travail notamment dans les Houillères. À l'usine des Asturies à Aubry, la quasi-totalité des travailleurs algériens arrêtaient le travail.

Ces différents mouvements montraient que, désormais, l'organisation nationaliste était en capacité de lancer des mots d'ordre politico-sociaux qui trouvaient un grand écho. Cette nouvelle situation posait une question difficile à résoudre aux organisations syndicales traditionnelles qui constataient qu'une partie importante des ouvriers d'usine soutenaient des revendications spécifiques qu'elles ne portaient pas, car elles représentaient des minorités qualifiées d'origine européenne. D'une certaine manière, le système colonial s'invitait brutalement dans l'industrie régionale.

II-3- L'organisation du parti

II-3-1- Le Douaisis, place forte du mouvement

L'organisation politique prit le contrôle des migrants à partir de 1949. Outre la visibilité acquise par l'organisation de manifestations de masse, il est significatif que l'attention de l'ensemble des forces de l'ordre fût réorientée vers la surveillance des migrants nord-africains à partir de 1952. À la fin de cette année, les services de police considéraient que 20 % des migrants adhéraient à l'organisation, ce qui représentait un pourcentage considérable si on le compare avec les organisations politiques métropolitaines. L'arrondissement de Douai – qui accueillait 16,5 % des migrants du département – constituait une place forte du parti avec un millier de cartés pour 3 382 Algériens recensés, soit un pourcentage de 29,5 %, à égalité avec l'arrondissement d'Avesnes (29,46 %). Curieusement, l'arrondissement de Lille était celui où le PPA était le moins implanté avec 10,75 % de cartés²⁶.

II-3-2- Une organisation inspirée du « centralisme démocratique »

La fédération de France du PPA était structurée en régions ou *wilaya* dont les limites pouvaient fluctuer en fonction des capacités militantes et de la répression. La wilaya du Nord regroupait les centres industriels régionaux du Dunkerquois à l'ouest jusqu'au Borinage à l'est en englobant la région lilloise, le bassin minier et la vallée de la Sambre. Chaque *willaya* était structurée en *kasmat*, chacune regroupant plusieurs centaines de militants. Le bassin minier était généralement organisé en trois *kasmat*, l'une sur le lensois, la seconde s'étendait de Libercourt/Ostricourt à l'ouest jusqu'à Somain à l'est et la troisième couvrait le Hainaut français. À la fin de 1953, la *kasma* de Douai regroupait les secteurs de Douai, Leforest, Courcelles-lès-Lens, Carvin, Libercourt, Oignies et Ostricourt. Elle était structurée en trois sections qui réunissaient chacune deux ou trois groupes. Un groupe était composé de plusieurs cellules (8 à 15 membres avec dédoublement à partir du 16^e)²⁷. La *kasma* de Douai comportait à cette époque un noyau relativement stable de 500 adhérents (522 précisément)²⁸.

L'émigration alimentait le trésor financier du parti. Les financements résultaient des différentes contributions, cotisation mensuelle du militant, contribution assez élevée du commerçant. À ces rentrées régulières, il fallait ajouter des appels à contribution spécifiques relativement fréquents. En novembre 1953, les sommes qui transitèrent par la caisse de la *kasma* de Douai atteignirent le montant de 390 870 francs de l'époque.

Le parti fonctionnait selon le système du centralisme démocratique emprunté dans les années vingt au mouvement communiste. Les consignes étaient très majoritairement descendantes et la place laissée à la discussion s'avérait réduite, voire inexistante.

25. Ce placement en résidence surveillée fut décidé par un arrêté du ministre de l'Intérieur en date du 15 mai 1952. Il s'agissait de mettre fin à une tournée triomphale du Zaïm dans les régions d'Algérie.

26. Lettre du directeur départemental des services de police au préfet du Nord, 16 décembre 1952, Arch. départ. du Nord, dossier 459 W 142 187.

27. L'organisation demeura toujours structurée sur le même modèle avec toutefois des modifications de dénomination. À partir de 1956, la *wilaya* sera organisée en *daïrat* regroupant plusieurs *kasmat*. Le FLN adoptera une organisation similaire beaucoup plus structurée que celle du MNA.

28. Rapport des RG de Douai, « Situation financière de la *kasma* MTLD de Douai », 3 décembre 1953, Arch. départ. du Nord, dossier 459 W 142 187.

29. Ahmed Mezerna, 1907-1982, militant puis responsable de la première heure, est l'un des principaux organisateurs du congrès messaliste d'Hornu.

30. Rapport des RG de Douai, « Réunion de cellule MTLD, Flers-en-Escrebieux », 14 décembre 1953, Arch. départ. du Nord, dossier 459 W 142 187.

31. Arch. départ. du Nord, dossier 459 W 142 180, cité par Michel RENARD dans son article « Observance religieuse et sentiment politique chez les Nord-Africains en métropole, 1952-1958 », in Jean-Charles JAUFFRET (dir.), *Des hommes et des femmes en guerre d'Algérie*, Paris, Autrement, 2003, p.261.

32. Rapports des RG de Douai, « Arrestation du chef de la kasma de Douai », 2 décembre 1953, « Passage dans la région de Douai d'émissaires du MTLD, 10 décembre 1953 », Arch. départ. du Nord, dossier 459 W 142 187.

33. Le *Zaïm*, l'Unique, le Combattant, Celui qui parle, titre donné par les militants à Messali Hadj. On l'appelle également souvent le « Chef National »

34. Liste des militants du PPA-MTLD établie par les RG de Douai, décembre 1943, Arch. départ. du Nord, dossier 459 W 142 187.

La cellule constituait la structure de base et réunissait entre dix et quinze militants qui se retrouvaient le dimanche matin chez l'un d'entre eux. L'ordre du jour variait en fonction de l'actualité du moment. Lors de sa réunion du 14 décembre 1953, la cellule PPA de la rue de Gabès à Flers-en-Escrebieux aborda les points suivants : le soutien aux militants poursuivis dont Ahmed Mezerna²⁹, la diffusion du journal du parti *L'Algérie Libre* et l'exclusion d'un responsable important de la région parisienne³⁰.

Des animations étaient organisées à l'occasion des fêtes religieuses qui permettaient de réunir de nombreux militants sous couvert d'aspects festifs et religieux. En juin 1953, la direction de la kasma d'Auby mit sur pied une « après midi récréative » dans la salle des fêtes de la mairie. En septembre, la kasma de Douai souhaita organiser une soirée théâtrale³¹.

Des émissaires de la direction, contrôleurs généraux ou membres de la direction fédérale, visitaient les différents échelons de l'organisation. Leur présence se manifestait par des réunions de responsables locaux, destinées à diffuser les consignes et les orientations. Ainsi, le 13 décembre 1953, un responsable national réunissait à Valenciennes une trentaine de cadres du bassin minier – dont des douaisiens – et de Belgique. La réunion fut centrée sur la question des circuits financiers consécutivement à une affaire de détournement de fonds qui avait affecté la kasma de Douai. Désormais, le produit des cotisations serait relevé chaque mois par un responsable de la fédération. L'envoyé de la direction énonça des recommandations qui en disent long sur certaines pratiques : ne plus écarter systématiquement ceux qui consomment de l'alcool, « arrêter de diriger ou de convaincre à coups de matraque » et renforcer les liens entre la direction et les structures locales. Il est vrai que la structure douaisienne se trouvait alors en pleine crise. Le détournement de fonds avait provoqué l'arrêt du versement des cotisations par une partie importante des militants et le nouveau chef de kasma avait pratiqué un contrôle musclé de la caisse du trésorier qui devait aboutir à une inculpation pour violence et vol³². Au niveau de chaque kasmat, il existait un groupe de choc d'une trentaine de militants chevronnés en charge des opérations de représailles contre les récalcitrants de tous ordres.

La place et le rôle du « chef national » est caractéristique de ce type de mouvement. Messali occupait une place à part, à côté des instances de direction avec lesquelles il entra d'ailleurs en conflit, et recevait en permanence des militants venus de toutes les régions d'Algérie et de France. Le déplacement à Niort où le *Zaïm*³³ était assigné à résidence constituait presque une obligation de la vie militante à laquelle les intéressés se prêtaient avec enthousiasme. Les forces de police notaient soigneusement les références de ceux qui se rendaient régulièrement à Niort.

II-3-3- Les hommes du parti

Les dossiers contiennent des centaines de fiches établies par les différents services de police permettant d'entrevoir de multiples destins militants. Pour évoquer les militants du Douaisien, on retiendra la liste établie par les Renseignements Généraux en décembre 1953. Elle comporte vingt-neuf noms. Tous sont originaires de la partie la plus occidentale de l'Oranie, à la frontière algéro-marocaine. 7 viennent de la commune mixte de Marnia, 9 de M'Sirda Fouaga, 4 de M'Sirda Thata et 9 de Nedroma. Ils sont donc parfaitement représentatifs de la grande majorité des migrants installés dans le Douaisien. Ce sont des hommes jeunes, voire très jeunes ; 48 % ont entre 21 et 25 ans. Le patron de la *daïra*, Ahmed Charef, est âgé de 26 ans. Ils sont en grande majorité manœuvres aux Houillères, à l'usine des Asturies ou dans des entreprises du BTP, à l'exception des trois frères O., commerçants bouchers ambulants. Un certain nombre d'entre eux n'ont pas de profession, situation que les policiers interprètent en termes moraux. En fait, l'activisme des intéressés leur a souvent fermé toute possibilité d'embauche locale. Les cadres politiques recherchent des activités itinérantes telles que marchand ambulant qui leur fournissent une couverture pour leurs déplacements³⁴.

II-3-4- Un système de crise permanente et le maintien de la discipline

L'histoire de mouvement national algérien fut, à partir du moment où le PPA devint une organisation de masse, ponctuée de crises internes graves³⁵ dont l'ultime se solda par l'éclatement entre FLN et MNA. Sans que les problématiques soient identiques, on retrouve dans la vie de l'organisation locale une forme de tension permanente accentuée sans doute par les conditions de vie difficiles et la pression des forces de l'ordre.

Ces tensions locales empruntaient souvent la forme de querelles personnelles entre responsables et d'affrontements au sujet de la question financière. Le parti drainait de la base vers la direction des sommes d'argent, considérables pour l'époque, qui résultaient des contributions des militants. Ces transmissions se faisaient sous des formes peu élaborées à savoir sacs ou valises remplis de petites coupures. De plus, le parti avait recours à des formes traditionnelles dans l'émigration comme les tontines. Il pratiquait aussi le rachat des pas-de-portes de cafés et de commerces qui permettait aux cadres de bénéficier d'une couverture légale, d'un endroit pour organiser des réunions et d'une rémunération³⁶. Ces tensions focalisées sur les questions financières n'étaient pas propres au mouvement national algérien. La lecture attentive de la presse quotidienne de l'époque montre que ces fonctionnements concernaient également les formations politiques et syndicales métropolitaines.

Pour renforcer la discipline au sein du parti, un processus de « brutalisation » monta en puissance. À la fin de l'année 1953, la *kasma* de Douai se trouvait en crise et son responsable était fortement contesté pour son comportement brutal. Il venait alors d'être arrêté pour avoir organisé le sévère passage à tabac du trésorier accusé d'un détournement de fonds important³⁷. Certains secteurs du parti se montraient plus rigoristes que d'autres.

C'est dans ce contexte local tendu que s'imposèrent les échéances et les ruptures nationales.

III- LE TEMPS DE LA RÉVOLUTION (SEPTEMBRE 1953-SEPTEMBRE 1955)

III-1- La marche vers l'insurrection

III-1-1- Une situation qui se tend de plus en plus

La situation algérienne se tendit à partir du printemps 1953 et ce, sur plusieurs plans d'importance différente.

Dans le domaine international, depuis 1948, la question du partage de la Palestine était au centre des préoccupations des mouvements nationalistes du monde arabe. Parallèlement, la question coloniale s'exacerbait avec la déposition au cours du mois d'août 1953 du sultan du Maroc qui provoqua une émotion certaine dans l'émigration nord-africaine.

Dans le domaine intérieur, la répression des activités nationalistes parfois menée de manière grossière ou brutale radicalisa le mouvement. Dans cette perspective, la fusillade du 14 juillet 1953 provoqua un choc traumatique important³⁸.

Face à cette radicalisation de la situation, le parti se divisa entre ceux qui préconisaient plutôt l'action légale et ceux qui défendaient le recours à l'action armée.

III-1- 2- La mise sur pied d'un appareil militaire

Elle résultait d'une convergence de démarches. On retrouvait la volonté de Messali Hadj et de ses partisans de préparer l'action militaire dans une perspective maghrébine qui se traduisait par la demande d'envoi de jeunes militants au Caire pour recevoir une formation militaire sous l'égide de l'émir Abdel Krim. Mais, de leur côté, des anciens de l'Organisation Spéciale dont certains tenaient le maquis en Kabylie ou se trouvaient dans l'immigration, étaient de plus en plus acquis à l'idée de l'action armée. Parallèlement, certains responsables, réfugiés au Caire, nouaient des contacts avec les nationalistes du monde arabe.

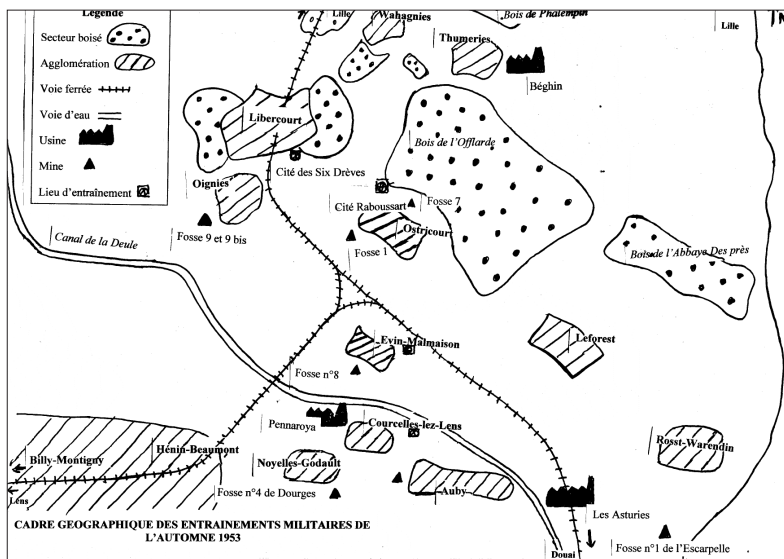
Cette décision de préparer la lutte armée concernait aussi l'émigration. Dès le mois de septembre 1953, des rapports de la police et de la gendarmerie men-

35. Sans viser l'exhaustivité, on peut citer la crise provoquée par le Comité d'Action Révolutionnaire Nord-Africain (CARNA) en 1938 dont les membres prônaient un rapprochement avec l'Allemagne nazie, la crise dite berbériste en 1949 ou encore la crise autour de l'organisation spéciale suite à son démantèlement en 1950.

36. L'organisation retrouve ici aussi des modes de fonctionnement traditionnels du mouvement ouvrier local. Au début du XX^e siècle, de nombreux responsables locaux des syndicats et des partis ouvriers prennent la gérance de cafés.

37. Arch. départ. du Nord, dossier 459 W 142 187, rapport des Renseignements Généraux de Douai, arrestation du chef de la *kasma* de Douai, 1^{er} décembre 1953.

38. La police tire sur les manifestants algériens. Six d'entre eux et un jeune métropolitain sont tués. L'affaire précipite la crise ouverte entre le chef historique et la direction du parti (le comité central).



Carte géographique de l'entraînement militaire à l'automne 1953.

39. Les dossiers conservés aux Arch. départ. du Nord confirment les éléments présentés par l'ancien préfet de police d'Alger, Jean Vaujour, dans ses souvenirs, *De la révolution à la révolution. Aux premiers jours de la guerre d'Algérie*, Paris, Albin Michel, 1985, p. 105 ; Note 2399 des RG du 12 septembre 1953, Arch. départ. du Nord, dossier 459 W 142 187.

40. *Ibidem*.

41. Sur l'émeute de Nedroma, on peut se reporter au livre de Gilbert GRANGUILLE, *Nedroma, l'évolution d'une medina*, Mémoire de la Méditerranée, 2002, p. 40, « Les premiers feux de la révolte ». Les liens entre la zone d'origine et les migrants demeurent forts et l'on retrouve plusieurs rapports des RG de Douai qui font le rapprochement entre la situation politique à Nedroma et celle dans l'émigration locale.

42. Abdallah Filali alias Embarek, 1913-1957, militant à *L'Étoile Nord-Africaine*, devint un des plus proches compagnons de Messali. Il fut l'un des principaux organisateurs du congrès d'Hornu. Il anima et développa l'*Union des Syndicats des Travailleurs Algériens* (USTA) et dirigea les groupes armés messalistes. Abattu par un commando FLN, son agonie dura un mois.

43. On se reportera à l'article remarquable de Nedjib Sidi Moussa, « La révolution au pluriel. Pour une historiographie de la question messaliste », *L'Année du Maghreb* [en ligne], 10 | 2014, mis en ligne le 11 juin 2014, <http://anneemaghreb.revues.org/2048> ; DOI: 10.4000/anneemaghreb.2048

44. Rapports journaliers du commissaire central au maire de Douai, Arch. Comm. de Douai, dossier 1J 153. 11 et 12 septembre, 30 septembre, 2 et 3 octobre, 14 octobre, 25 octobre 1954.

tionnèrent des activités d'entraînement militaire dans le secteur d'Ostricourt et de Oignies³⁹. Le rapport des Renseignements Généraux précisait qu'au camp Raboussart, à Ostricourt, on avait aperçu à de nombreuses reprises l'effectif des migrants hébergés se livrer aux exercices prévus par l'école du soldat sans armes. Les intéressés (qui ne cherchaient pas à se dissimuler) manœuvraient en colonne par quatre et obéissaient aux commandements habituels, donnés en langue arabe : « garde à vous – repos – section halte – demi-tour à droite, etc. »⁴⁰.

Des exercices similaires s'étaient déroulés dans le camp des Six Drèves à Libercourt. L'auteur de la note précisait

que des cadres importants du PPA s'étaient dotés de tractions avant et qu'un certain nombre de militants confirmés s'étaient inscrits pour passer le permis de conduire. Ce dispositif fut ensuite mis en sommeil puis réactivé à partir du printemps 1954.

Un autre événement survint au cours de l'automne 1953. La ville de Nedroma fut le théâtre d'une échauffourée entre militants nationalistes et forces de l'ordre. Du côté des nationalistes algériens présents, un certain nombre des militants étaient issus de l'immigration, notamment d'Auby, de Leforest et d'Ostricourt. Cette affaire mettait en lumière les liens organisationnels constants entre la région d'origine et les groupes de migrants⁴¹. Le récit de l'échauffourée de Nedroma fut rapporté aux différents groupes migrants installés dans le Douaisis par deux cadres importants de l'organisation, les frères O., commerçants ambulants.

III-2- Les hommes de novembre

III-2-1- La crise politique du mouvement

À la fin du mois de septembre 1953, les tensions s'exacerbèrent au sein de la direction du parti. Schématiquement, trois tendances se cristallisèrent :

- Les partisans du comité central qui s'inscrivaient dans une perspective plutôt réformiste.
- Le chef historique, Messali Hadj, et ses partisans qui voulaient revenir à une certaine tradition.
- Et enfin, ceux qui se regroupaient dans le Comité Révolutionnaire d'Unité et d'Action (CRUA) et refusaient de trancher, mais souhaitaient dépasser la situation du moment par le recours à l'action.

Chacune des tendances tenta de prendre le contrôle et cela culmina avec les deux congrès parallèles du PPA.

En juillet 1954, les fidèles de Messali regroupés dans un comité de Salut Public dirigé par Embarek Filali⁴² organisèrent un congrès à Hornu en Belgique qui regroupa les partisans messalistes. La réunion avait été organisée par la *kasma* d'Hornu épaulée par les militants de la *wilaya* du Nord. La signification de cette réunion importante a souvent été interprétée de manière tronquée, voire peu évoquée⁴³. Les 300 participants venus de France et d'Algérie – certaines régions n'étaient pas représentées – écoutèrent le rapport rédigé par le *Zaïm*, désignèrent un Conseil National Révolutionnaire ayant pour mission de préparer le soulèvement armé.

Localement, la situation devenait très tendue dans le Douaisis. Dans ses rapports journaliers, le commissaire central pointait la multiplication des incidents. Plusieurs fois, la police douaisienne déjoua des tentatives de regroupement et de manifestation. Le 15 octobre, les forces de l'ordre perquisitionnaient les foyers nord-africains à Auby, Pont-de-la-Deûle et Roost-Warendin et saisissaient des armes⁴⁴.

III-2-2- Le soulèvement

Dans la nuit du 31 octobre au 1^{er} novembre 1954, des attentats furent perpétrés dans plusieurs zones d'Algérie. Ils étaient l'œuvre de quelques centaines d'hommes dirigés par le groupe des vingt-deux issu du CRUA. Les pouvoirs publics ripostèrent en frappant l'organisation et les militants connus, ceux du PPA-MTL. Le parti fut interdit. Dans l'ensemble du territoire de la métropole et de la colonie, plusieurs centaines de policiers opérèrent des perquisitions et des arrestations.

Dans le Douaisis, treize perquisitions furent menées aux domiciles des responsables connus du PPA à Douai, Pont-de-la-Deûle et Aubry. Le 6 novembre, le chef du service des RG de Lille rédigea une note de synthèse à destination du préfet dans laquelle il précisait l'état d'esprit des migrants. Selon le responsable policier,

*les messalistes de Lille, Roubaix, Tourcoing et Ostricourt demeurent dans l'expectative... Les mous et les sans grades seront peut être laissés en dehors, mais un noyau de militants décidé subsistera et il sera malaisé de suivre leurs activités*⁴⁵.

Dans un premier temps, ce fut effectivement la stupeur admirative. Qui avait osé ? Est-ce que c'était le « Vieux » qui était à l'origine des opérations ? En fait, la direction messaliste se trouvait prise de court. Le 6 novembre, le Zaïm publiait un communiqué dans lequel il soutenait l'insurrection en appelant la classe ouvrière française à la solidarité :

*Aussi fidèle à notre passé et à nos rapports de sympathie avec la classe ouvrière française, nous lui demandons de tendre une main fraternelle au peuple algérien qui actuellement supporte une rude répression dans tout le pays*⁴⁶.

Parallèlement, au sein de la fédération de France du PPA, consigne fut donnée de rejoindre les maquis d'Algérie pour renforcer la Révolution.

45. Note RG de Lille, 6 novembre 1954, Arch. départ. du Nord, dossier 459 W 142 197.

46. Déclaration de Messali Hadj, 8 novembre 1954, in Jacques SIMON, *Messali Hadj par les textes*, Paris, Bouchène, 2000, p. 119.

III-3- L'ordre messaliste règne

III-3-1- Il faut sauver les maquis

Au moment du soulèvement, la fédération de France du PPA-MTLD était totalement encadrée par les partisans du chef national. Ceux-ci disposaient de solides implantations en Algérie. Ils contrôlaient l'argent des cotisations, l'appareil militaire et les contacts internationaux. Les hommes qui avaient lancé le 1^{er} novembre bénéficiaient globalement de l'appui du régime des officiers libres en Égypte même si certains d'entre eux, comme Mohammed Boudiaf ou Hocine Aït Ahmed, éprouvaient beaucoup de méfiance à l'égard de ce soutien.

De fait, la riposte militaire française s'avéra particulièrement efficace sur le terrain et, dès décembre, les maquis se trouvèrent en grande difficulté. L'émigration prit la relève en envoyant de l'argent et des hommes pour aider à tenir les structures de combat. Le thème de l'engagement de volontaires de l'émigration pour la libération du Maghreb et de la Palestine était régulièrement rappelé depuis 1949 lors des réunions de cellule.

Dans le Nord, le mouvement démarra dès la deuxième quinzaine de novembre 1954 et se poursuivit tout au long de l'année 1955. Au cours de la première année de la Révolution, les services de police et de gendarmerie de l'arrondissement de Douai comptabilisèrent 1 137 départs entre novembre 1954 et octobre 1955 dont 12 % d'éléments repérés par les services sur le plan politique. Les migrants recevaient des télégrammes leur demandant de rentrer au pays pour des motifs familiaux. Bien entendu, les gens partaient mais certains d'entre eux revenaient.

À partir du printemps 1955, les départs diminuèrent. Il semble que la fédération de France du MNA ait désormais souhaité garder des cadres et des militants chevronnés dans l'émigration. Dans un rapport du 24 juillet 1955, le chef de poste des Renseignements Généraux de Douai indiquait que la propagande messaliste rappelait « que ceux qui travaillent dans la métropole doivent contribuer au financement de la guerre ». Cependant, le Douaisien enregistrait une pointe des départs en juillet 1955.

47. Témoignage de Messaoud Guedroudj, janvier 1972, publié dans la revue *Sou'al*, septembre 1987..

Parmi ceux qui partaient, certains allaient se rendre compte par eux-mêmes de la situation en Algérie. Cette situation a été décrite par le premier responsable FLN de la région du Nord, Messaoud Guedroudj qui indiqua que «les Chaouias de Tourcoing avaient même envoyé un des leurs au maquis pour savoir qui se battait dans les maquis»⁴⁷.

Cette motivation est également rappelée dans le rapport précité des RG de Douai :

Aussi, est-il permis de penser qu'une partie de ceux qui retournent à l'heure actuelle, vont aller se rendre compte sur place du développement d'une situation sur laquelle ils sont mal renseignés.

III-3-2- Un seul parti, celui du peuple !

Pendant la majeure partie de l'année 1955, le FLN ne disposa d'aucune organisation sur le territoire métropolitain. Le 1^{er} décembre, la direction messaliste créait le *Mouvement National Algérien* (MNA) qui succédait au PPA-MTLN interdit et reprenait le programme du congrès d'Hornu. Le mouvement contrôlait politiquement l'immigration notamment dans le bassin minier. Dès l'année 1953, l'organisation avait diffusé des consignes instaurant un certain ordre moral : interdiction de fréquenter les cafés «français», interdiction de boire de l'alcool, de fréquenter des métropolitaines etc. La transgression des interdits était susceptible de sanctions : amendes, corrections physiques... Ces consignes furent reprises et accentuées. On assista au renforcement du processus de brutalisation interne des comportements politiques.

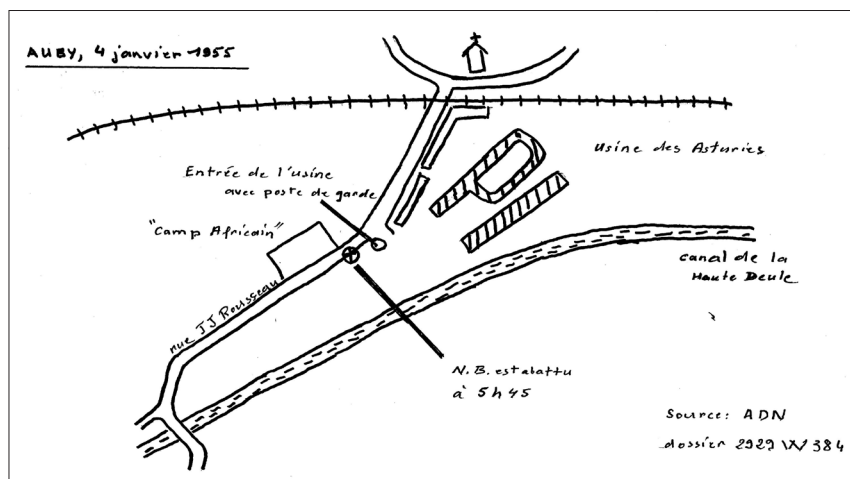
Cette mainmise s'appesantit encore après le 1^{er} novembre. Les quartiers algériens furent quadrillés par l'organisation. Tous devaient participer au combat pour l'indépendance. Dans le Douaisis, la situation prit une méchante tournure à la fin de l'année 1954, autour de l'usine des Asturies. Cela se traduisit par six agressions perpétrées à Aubry contre des «Nord-Africains ayant des sentiments francophiles»⁴⁸ avec échanges de coups de feu ou bastonnades sévères. Ainsi, le 20 avril 1955, trois ouvriers mineurs de la Fosse 9 de Roost-Warendin furent agressés en regagnant leur cantonnement au Fort-de-Scarpe par un groupe de cinq hommes armés de gourdins. Ils désignèrent les auteurs comme des membres du MNA⁴⁹.

Un pas supplémentaire fut franchi avec l'assassinat le 4 janvier 1955 de N. B., délégué syndical Force Ouvrière, devant l'usine des Asturies. Cet attentat préfigurait les «règlements de compte» qui allaient s'imposer à partir d'août 1956 et il s'inscrivait dans les suites de la grève de mars 1952. N. B., 58 ans, employé à l'usine des Asturies depuis une trentaine d'années fut abattu devant l'usine par un groupe de choc du MNA. Personnage clé du dispositif d'embauche par l'usine des travailleurs algériens, N. B. était également délégué CGT-FO du personnel et exprimait volontiers des sentiments hostiles aux nationalistes. L'enquête du SRPJ de Lille mit en évidence un mode opératoire appelé à devenir classique. La décision d'exécution fut prise au niveau supérieur par cinq responsables dont

48. Rapport du 13 janvier 1955 du directeur du SRPJ de Lille au préfet de Région et au directeur de la police judiciaire, Arch. départ. du Nord, archives du SRPJ, dossier 2929 W 384.

49. Rapport journalier du commissaire chef de district au maire de Douai, 20 avril 1955, Arch. comm. de Douai, dossier 1J 153.

Ci-contre : relevé des lieux de l'assassinat réalisé par le SRPJ.



«des éléments importants nord-africains résidant dans les centres industriels de Belgique»⁵⁰. Des repérages furent effectués – les enquêteurs saisirent des croquis des lieux sur des pages de carnet – et un groupe de choc de la région parisienne fut activé. L'assassinat avait été précédé de plusieurs lettres de menaces.

L'enquête de police coordonnant l'action des différents services permit une mise à plat de l'organisation messaliste dans le Douais avec des prolongements sur Tourcoing et Argenteuil, Bezons et Chelles. Elle montrait également la situation particulière d'Auby où la tension autour de l'usine des Asturies durait depuis la grève de 1952, bousculant les stratégies des centrales syndicales⁵¹ et la politique ambiguë de la direction. Elle eut pour effet de désorganiser une fois de plus la structure militante et d'obliger l'organisation nationaliste à agir plus discrètement⁵².

III-3-3- Le parti tente de maintenir malgré tout des formes d'action démocratiques

Cependant, il faudrait éviter de penser que la coercition et la brutalité constituaient les ressorts exclusifs du militantisme politique algérien dans l'émigration. La direction messaliste s'efforça à la fois de maintenir des formes d'action démocratiques et de préserver le contact avec les organisations ouvrières métropolitaines. Cette volonté forte se manifesta notamment dans les tentatives de participation aux défilés du premier mai 1955. Cette tentative se solda par des affrontements extrêmement violents qui se produisirent à Lille. A Douai, les autorités avaient pris des mesures préventives pour empêcher les Algériens de se regrouper. Cependant, une centaine d'entre eux atteignirent la place d'Armes d'où ils furent refoulés «vers les quartiers arabes puis vers l'extérieur de la ville»⁵³. Vingt-quatre manifestants furent arrêtés pour «port d'arme prohibée, détention de banderoles séditionnelles et rébellion»⁵⁴. Il devenait désormais très difficile pour les nationalistes algériens d'apparaître au grand jour. Les contacts politiques avec les partis de gauche se raréfiaient et le seul champ d'action qui demeurerait quelque peu ouvert se résumait à des protestations contre la répression.

Soumis à une répression de plus en plus sévère, isolés politiquement, les militants messalistes demeuraient toujours hégémoniques dans l'immigration, mais le rapport de force en Algérie et dans le monde commençait à leur devenir défavorable.

IV- LA «GUERRE DES FRÈRES» (OCTOBRE 1955-DÉCEMBRE 1956)

IV-1- La prise en main de la révolution algérienne par le FLN

Jusqu'au printemps 1955, les groupes armés se réclamant du FLN ou du MNA combattirent côte à côte en Algérie, se répartissant les zones d'intervention. Les directions politiques respectives entretenaient un dialogue qui faillit aboutir avec la création du *Front de Libération de l'Algérie* (FLA) qui fut refusé par Messali car il considérait que l'accord en question faisait une part trop importante à l'influence du régime égyptien. À la mi-mars, la rencontre entre dirigeants du FLN et du MNA se heurtait à la position intransigeante d'Abane Ramdane qui exigeait l'auto dissolution du MNA et le ralliement individuel de chacun de ses membres au FLN. Devant le refus des messalistes, Abane Ramdane ordonnait à Amirouche de détruire les maquis de Kabylie se réclamant de Messali. En février-mars 1956, les places fortes messalistes tombèrent les unes après les autres sous le regard de l'armée française⁵⁵. Ces défaites souvent accompagnées de massacres eurent un retentissement considérable dans l'émigration. Les militants messalistes prirent les devants pour éviter l'élimination de leur organisation dans l'émigration.

IV-2- Un automne difficile

IV-2-1- La police française décapite le Mouvement National Algérien en métropole

Dans la nuit du 3 au 4 septembre 1955, les militants messalistes collèrent de nombreux papillons dans l'arrondissement de Douai réclamant la «Libération de

50. *Ibidem*.

51. Les centrales syndicales souhaitaient syndiquer les ouvriers algériens sans leur donner des postes de responsabilité, à l'exception peut-être de la CGT.

52. N. B. qui travaillait depuis la fin des années vingt à l'usine des Asturies fut choisi comme cible par les nationalistes car il était un interlocuteur reconnu de la direction, jouant d'ailleurs plus un rôle d'intermédiaire que de délégué syndical. Il s'agissait de s'attaquer au dispositif de gestion interne du personnel algérien.

53. Rapport journalier du 30 avril et du 1^{er} mai 1955 du commissaire chef de district au maire de Douai, Arch. comm. de Douai, dossier 1J 153.

54. *Ibidem*.

55. Mohammed HARBI, *Le FLN mirage et réalité, des origines à la prise du pouvoir (1945-1962)*, Paris, Jeune Afrique, 1980, p. 149.

l'Algérie» et la «fin de la guerre». Le 5 septembre, les services de police et de gendarmerie lancèrent une importante opération en métropole sur commission rogatoire d'un juge d'instruction d'Alger qui instruisait un dossier relatif à la reconstitution de ligue dissoute. L'opération «Medina» fut spectaculaire avec bouclage des quartiers algériens par des compagnies de CRS et des escadrons de gendarmerie mobile. Les interpellés étaient interrogés par les fonctionnaires de la DST assistés de ceux du SRPJ et des sûretés urbaines des villes concernées. L'opération fut renouvelée le 15 septembre. Le bilan était très lourd pour l'organisation nationaliste. Les cadres moyens et supérieurs de l'organisation furent renvoyés sur Alger par avion militaire.

Les forces de police avaient contrôlé 233 Algériens à Douai, soit 7% des effectifs contrôlés dans le département, dont huit furent placés sous mandat de dépôt. L'opération permit de déstructurer l'organisation dans la région. Sur les 57 fiches anthropométriques conservées aux Archives départementales, on relève onze chefs de *kasma*, deux trésoriers, deux chefs de secteurs, deux chefs de section, deux chefs de groupe, un chef de groupe de choc et vingt-neuf militants.

Cette importante opération de police eut pour résultat l'affaiblissement du MNA en métropole, mais elle offrit une opportunité inespérée au FLN pour s'implanter dans l'émigration. Parallèlement, elle accentua encore un peu plus la ghettoïsation des migrants algériens. Dans un rapport en date du 6 septembre, le commissaire des RG de Douai indiquait qu'une « *fraction (des Nord-Africains) a accepté avec fatalisme et une autre a considéré comme une nouvelle brimade envers des éléments qu'on proclame officiellement français mais dont les libertés sont continuellement menacés* »⁵⁶.

56. Rapport du commissaire des RG de Douai au directeur central des RG, Arch. départ. du Nord, dossier 142214.

IV-2-2- La manifestation de Douai d'octobre 1955

Confronté à cette situation difficile, le MNA voulut réagir en organisant des démonstrations de force «démocratiques». Le 9 octobre, il organisait des manifestations dans toute la France pour influencer le débat sur l'Algérie qui s'ouvrait au Parlement. Le 1^{er} novembre, il organisait une grève générale pour commémorer le soulèvement en Algérie. Si ces manifestations de masse qui remportaient un succès relatif démontraient une certaine volonté de persévérer dans l'action démocratique, elles entraînaient également des difficultés importantes car elles permettaient aux forces de police d'identifier et d'arrêter à chaque fois de nouveaux militants.

Dans le Douais, l'activité militante se faisait plus visible comme s'il fallait réaffirmer, après l'opération de police, la présence effective du parti : tracts distribués à la volée en centre ville (18 septembre 1955), affichage d'exemplaires du journal *La Voix du Peuple* (1^{er} et 2 octobre 1955) dont le texte s'adressait à la population métropolitaine⁵⁷. Le 9 octobre 1955, une manifestation fut organisée à Douai. Plusieurs centaines d'Algériens parcoururent la ville, de la place Carnot au pont de Lille en passant par la place d'Armes et la gare. À plusieurs reprises, les forces de police tentèrent de bloquer et de disperser le cortège, place d'Armes et place de la Gare. Le sous-préfet réquisitionna les pompiers ainsi que la compagnie de gendarmerie de Douai. La manifestation fut finalement dispersée rue de Marchiennes et rue de Flandres par des tirs à balles des forces de l'ordre. Deux manifestants furent tués, Ali Chick et Bentadj Benbachir⁵⁸. Cinq furent blessés. Du côté des forces de l'ordre, le bilan était également sévère avec notamment l'inspecteur Poulain sur lequel un groupe de manifestants s'était acharné. Au cours des opérations de police qui suivirent, 44 Algériens furent arrêtés.

L'affaire était symptomatique de la dégradation importante des rapports entre les forces de l'ordre et les nationalistes algériens y compris sur le plan local. Il devenait désormais très difficile pour les messalistes d'occuper la rue. Il faudra attendre 1957 et la tentative de reconquête par l'action syndicale via l'*Union Syndicale des Travailleurs Algériens* (USTA) pour retrouver des grandes réunions organisées à l'occasion du 1^{er} mai.

57. Rapports journaliers du commissaire chef de district au maire de Douai, Arch. Comm. de Douai, dossier 1J 153.

58. Ali Chick était âgé de 35 ans et Bentadj Benbachir de 26 ans.

Première page de La Croix du Nord, quotidien catholique régional, (11 octobre 1955) avec le seul cliché de presse connu de la manifestation.

Agitation nord-africaine concertée dimanche à Paris et dans plusieurs villes de province

Deux manifestants sont tués à Douai A Saint-Etienne, un policier a la gorge tranchée

DEUX AGENTS BLESSES A LILLE



A Douai, les manifestants se re plient en désordre devant la police

Des manifestations organisées par le Mouvement National Algérien, l'ancien M. T. L. D. se sont déroulées dimanche un peu partout en France.

Mais notre région a été la plus touchée par cette agitation. A Douai, au cours de bagarres sanglantes, deux manifestants ont été tués et l'on compte 10 blessés, dont cinq membres du service d'ordre.

A Lille, les Algériens, en voulant forcer les barrages de police, ont grièvement blessé deux agents.

D'autre part, si à Paris, toute manifestation fut évitée grâce à l'arrestation de 913 Musulmans, à Saint-Etienne, par contre, un agent a eu la gorge tranchée par un ouvrier nord-africain. D'autres manifestations se sont déroulées à Lyon où l'on compte vingt-six arrestations, et dans plusieurs villes de l'Est.

Echauffourée sanglante à Douai

Deux morts et de nombreux blessés

Des désordres sanglants ont éclaté en fin de matinée à Douai. Venus, en grand nombre d'Algérie et de localités du Pas-de-Calais, des Nord-Africains se sont rassemblés peu après dix heures sur la place Carnot. La manifestation était complètement imprévue des services publics.

Des passants purent voir les Nord-Africains, déployer des banderoles et se constituer en groupe de marche pour prendre le départ vers la rue Saint-Jacques. Ce fut aussitôt un défilé extrêmement rapide — les Nord-Africains marchaient certainement à 8 ou 10 km à l'heure — d'individus hurlants, vêtus de brandebourgs et des gendarmes de bois.

Sur son parcours, le cortège se composait de petits groupes, venant des rues latérales et coulis au passage.

Suite en dernière page, en sixième colonne, sous le titre « NORD-AFRICAINS »

Travailleurs Français ...

En avant pour la Grève Générale !

Vous avez d'innombrables revendications à satisfaire. Vos salaires comme vos conditions de vie sont loin d'atteindre un niveau normal. Vous vous débâtez quotidiennement dans des difficultés de plus en plus insurmontables.

Or, le gouvernement, au lieu de se soucier de votre bien-être, préfère vous frustrer tous les jours de près de 400 millions de francs pour les jeter dans la guerre d'Algérie qui ne sert qu'à défendre les privilèges exorbitants des gros féodaux, ceux-là mêmes qui vous exploitent à différents titres.

GENERALISEZ LA LUTTE

Depuis quelques jours, de nombreux mouvements de grève ont pris naissance à travers toute la France et tendent à s'amplifier. A Saint-Nazaire, à Homécourt, à Nantes, à Courneuve et dans beaucoup d'autres villes, dans un magnifique élan de solidarité ouvrière, les travailleurs ont lutté et luttent encore courageusement contre le patronat, le gouvernement et leurs C.R.S. au moment même où l'impérialisme tente d'écraser par la force les aspirations nationales du peuple algérien et les revendications légitimes des travailleurs français.

C'EST UNE OCCASION INESPEREE

C'est le moment où jamais d'imposer la satisfaction de toutes vos revendications. Toutes les forces de police, toutes les troupes, les C.R.S. et les gendarmes sont retenus en Algérie par les vaillants patriotes algériens. Le gouvernement est dans l'impossibilité de les réquisitionner pour saboter votre mouvement. C'est dire que l'action unie des peuples algérien et français peut en ce moment être décisive et asséner un coup mortel à l'impérialisme exploiteur de tous les ouvriers. Que tous les travailleurs (métallurgistes, mineurs, cheminots, postiers, employés, fonctionnaires, ouvriers des transports, du bâtiment, dockers, etc.) saisissent cette occasion pour déclencher une GREVE GENERALE.

LES TRAVAILLEURS ALGERIENS SONT A VOS COTES

L'émigration algérienne en France, qui a toujours été à vos côtés dans la lutte, ne faillira pas à son devoir. Pas un seul Algérien ne se dérobera à la grève. Les Algériens ont leurs revendications et leur mot à dire dans cette bataille. Ils lutteront avec vous pour :

- l'augmentation et l'égalité des salaires par rapport aux travailleurs français,
- le congé annuel d'un mois avec paiement du voyage aller et retour en Afrique du Nord,
- le paiement des allocations familiales au taux français,
- l'indemnité de chômage,
- la formation et la spécialisation de la main-d'œuvre nord-africaine,
- les logements décentes et le contrôle médical,
- le retrait de toutes les troupes d'occupation de l'Algérie,
- l'arrêt des opérations militaires et répressives en Algérie,
- la libération de MESSALI HADJ et de tous les Algériens emprisonnés pour leur lutte anticolonialiste,
- l'ouverture d'un dialogue franco-algérien sur la base de la Constituante Algérienne Souveraine.

LE PEUPLE ALGERIEN N'OUBLIERA PAS

La grève générale en France ne peut être interprétée par les Algériens que comme la manifestation d'une solidarité agissante des travailleurs français à l'égard du peuple algérien en lutte pour sa liberté et son indépendance. Cela se marque dans l'Histoire et vaut mieux que tous les palabres gouvernementaux.

TRAVAILLEURS FRANÇAIS ! NOTRE LUTTE EST LA MEME.

NOUS AVONS TOUT A GAGNER ET RIEN A PERDRE DANS LA GREVE GENERALE.

LE MOUVEMENT NATIONAL ALGERIEN.

Tract d'appel à la grève. 7 juin 1955.
Arch. départ. du Nord, dessin 459 W 142211.

IV-3- L'implantation du FLN

IV-3-1- La conquête de l'immigration

Pendant de nombreux mois, il n'exista pas de structure unifiée du FLN dans l'émigration, totalement contrôlée par les partisans de Messali. Aussi, l'implantation en France métropolitaine constitua un objectif prioritaire dont la réalisation fut suivie personnellement par Mohammed Boudiaf. Quelques noyaux historiques du nationalisme se rallièrent comme la *kasma* de Sochaux. Mais cela demeura fragmentaire, reposant essentiellement sur des liens personnels.

Au cours des cinq premiers mois de 1956, on assista peu à peu à la multiplication d'expéditions punitives prenant pour cible les cafés. Ces événements survinrent principalement dans la région de Maubeuge et dans celle de Lille-Roubaix-Tourcoing. Des groupes d'hommes masqués, armés de gourdins, arrivaient et vandalisaient le café. Assez rapidement, les services de police spécialisés comprirent qu'il s'agissait souvent de groupes de choc messalistes qui exerçaient des pressions sur des cafetiers qui soit étaient influencés par le FLN, soit souhaitaient rester neutres.

Le journaliste Fernand Beurtheret⁵⁹ publia en novembre 1956 dans *Nord-Éclair* une enquête extrêmement bien informée qui résumait la situation.

Pourquoi les victimes de ces agressions ont-elles été maltraitées, blessées, tuées ? L'une était qualifiée de traître pour avoir quitté le MNA pour le FLN ou inversement. L'autre désireuse de gagner tranquillement sa vie et manifestant ouvertement son attachement indéfectible à la France, restait sourde à la propagande ? D'autres encore refusaient de verser une partie de leur bénéfice pour les « frères » combattants d'Algérie. Il s'est trouvé aussi parmi les victimes, certains « caïds » ayant trop pressuré à leurs profits leurs coreligionnaires.

Le MNA se réorganisait. Les consignes comportementales étaient à nouveau réaffirmées en vue de restaurer un climat de puritanisme politique et religieux renforcé. Le FLN tentait de s'implanter en promettant plus de souplesse dans ces domaines à ceux qui le rejoindraient. L'organisation n'hésitait pas à employer l'argument économique pour faire pression sur les tièdes. Ainsi, au cours d'une réunion de cellule du Douaisis, le responsable n'avait pas hésité

[à] jeter l'exclusive sur deux commerçants nord-africains qui sont en butte à l'hostilité du parti. Il s'agit d'un certain S. d'Ostricourt (arrondissement de Lille) et d'un marchand ambulant, prénommé B., de Douai⁶⁰.

Cependant, des noyaux FLN s'implantaient peu à peu, se construisant sur plusieurs socles. Au niveau général, les médias parlaient assez peu de Messali et présentaient le FLN comme l'adversaire principal. Ce faisant, ils le créditaient des succès remportés par la Révolution algérienne. Du point de vue international, le FLN bénéficiait de plus en plus du soutien des pays du bloc communiste et des non-alignés. Il se livrait à une campagne de discrédit du vieux chef historique et de son mouvement en faisant flèche de tout bois. Enfin, les milieux influents de la gauche intellectuelle française choisissaient de plus en plus clairement le FLN.

Sur le plan régional, le Front eut recours aux réseaux de sociabilité traditionnels en particulier les confréries pour s'implanter. Ce fut notamment le cas dans le secteur du Douaisis à la charnière des deux départements.

Dans ce contexte, il semble que la confrérie de Sidi Benamar joua un rôle déterminant. Traditionnellement «apolitique», elle paraît avoir eu des tensions avec les hommes du PPA dans l'émigration. Ainsi, en janvier 1955, un cafetier d'Auby, cadre du MNA, avait affiché une photo du *wali* Sidi Benamar accompagnée d'un commentaire injurieux⁶¹. La neutralité bienveillante de la Zaouïa à l'égard des autorités coloniales est évoquée par le témoignage d'un émigrant recueilli en mars 1956 par le chef de poste de police d'Auby. Le document indique que désormais «la confrérie fait cause commune avec les rebelles algériens». Ce basculement de la confrérie correspond à la prise de contrôle de l'Oranie par le FLN qui, après avoir éliminé physiquement les chefs messalistes, avait rallié les groupes armés qu'ils commandaient.

59. Fernand Beurtheret était également un militant très actif de la «Nouvelle Gauche». Il milita contre la poursuite de la guerre en Algérie.

60. Arch. départ. du Nord, cabinet du préfet, dossier 459 W 142 224.

61. Courrier du Directeur central des RG au commissaire chef de poste RG de Douai, 29 janvier 1955, Arch. départ. du Nord, dossier 2929 W 384.

Les cafetiers, par leur rôle social dans l'émigration et les ressources financières et matérielles dont ils pouvaient disposer, constituaient une cible de choix. Les organisations nationalistes n'hésitaient pas à pratiquer la surenchère. Au mois de mai 1956, les cafetiers d'Auby reçurent la visite d'un cadre FLN important. Dans les jours qui suivirent une délégation MNA se présenta chez les mêmes tenanciers en leur garantissant le droit de continuer à servir des consommations alcoolisées sous réserve qu'ils acceptent de soutenir le MNA contre le FLN⁶². Mais de manière générale, les manifestations de puritanisme dominaient. Ainsi, à Flers-en-Escrebieux, un groupe de six hommes pénétraient dans un café situé rue Salengro et reprochaient aux consommateurs de jouer au loto⁶³.

IV-3-2- L'affrontement ouvert

En juin-juillet, Messali « donnait l'ordre de “descendre” les cadres du FLN... 82 cadres du FLN dont l'implantation en France l'inquiétait étaient tués »⁶⁴. Pour le 5 juillet 1956, les deux organisations nationalistes lancèrent un mot d'ordre de grève pour commémorer le jour de la conquête. Il fut massivement suivi dans le département du Nord (80 % de participants). Les messalistes tentèrent d'organiser des regroupements qui furent étouffés dans l'œuf à Roubaix (200 à 300 Algériens), Valenciennes (550), Jeumont et Hautmont. À l'issue de cette journée, on pouvait constater deux éléments importants :

- la quasi-totalité des Algériens vivant dans le département du Nord adhéraient au combat pour l'indépendance ;
- les organisations nationalistes disposaient désormais de zones d'influence stables.

À partir du mois d'août, la tension s'accrut et les affrontements changèrent de nature. On entra dans un climat de lutte armée entre les deux mouvements nationalistes. Si le MNA avait pris les devants suite aux informations venues d'Algérie, le FLN organisa la riposte.

Entre le 11 août et le 25 décembre 1956, le préfet du Nord signala au ministère de l'Intérieur 105 agressions⁶⁵ qui se répartissaient de manière sensiblement égale entre les différents mois avec toutefois une légère rémission en novembre et une forte reprise en décembre. Les attentats qui visaient à éliminer des cadres politiques ou des groupes activistes étaient perpétrés dans les secteurs « frontaliers » entre zones d'influence différentes. Dans ce contexte, le contrôle des liaisons avec la Belgique était important. C'est par là que transitaient les cadres politiques, les membres des groupes de choc (les « lourds » dans le langage du parti) et les armes. À cet égard, la région de Lille-Roubaix-Tourcoing constituait une forte zone de turbulence qui s'expliquait par la coexistence de secteurs contrôlés par les différents mouvements, le grand nombre d'inorganisés et la nécessité de contrôler les passages de la frontière. A contrario, le Douaisis et le Valenciennois demeuraient peu concernés. Cette situation s'explique par l'hégémonie messaliste jusqu'au début de 1957 et le contrôle des passages de la frontière vers le Borinage qui comptait une puissante *kasma*.

IV-3-3- Les affrontements internes gagnent peu à peu le Douaisis

Dans le bassin minier, la situation apparaissait moins tendue. Deux éléments expliquent cette relative tranquillité. La politique de regroupement par origine dans les camps mise en œuvre par les Houillères Nationales avait facilité la prise en main des migrants par le MNA. Cette situation favorisa le monolithisme politique. Tous les locataires adhéraient à l'organisation d'une manière ou d'une autre d'autant que cette dernière prenait en charge la défense des intérêts des travailleurs. D'autre part, généralement, les migrants étaient originaires du même secteur géographique et l'organisation politique prenait appui sur les solidarités familiales et villageoises. Cependant, ce système présentait une faille importante : lorsque l'appareil local changeait d'allégeance, il entraînait l'ensemble de ses adhérents.

Les premiers attentats préfigurèrent ce qui adviendra tout au long de l'année suivante. Le recours à l'intimidation physique s'imposait. Le 15 juillet, un débitant de boissons de Courcelles-lez-Lens fut roué de coups par un commando de quatre

62. Rapport des RG de Douai, 26 mai 1956, Arch. départ. du Nord, dossier 142 222, sous-préfecture de Douai.

63. *Ibidem*.

64. Mohamed HARBI, *op. cit.*, p. 154, l'auteur s'appuie sur le témoignage d'Ahmed Nesba alias « El Glaoui », responsable de l'organisation MNA en France.

65. Arch. départ. du Nord, dossier W 142 224, chemise « agressions », recueil des télex envoyés au ministère de l'Intérieur.

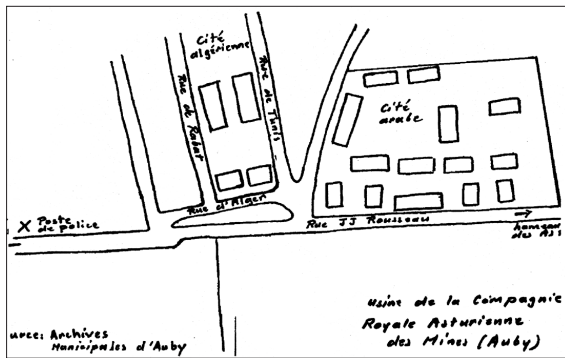


Schéma indiquant la disposition de la cité algérienne à Aubry.

66. *La Croix du Nord*, 17 juillet 1956.

67. *Liberté*, 7 août 1956.

68. Arch. départ. du Nord, dossier W 142 224, chemise « agressions », recueil des télex envoyés au ministère de l'Intérieur.

69. *Ibidem*.

70. *La Croix du Nord*, 6 octobre 1956.

71. *La Croix du Nord*, 27 décembre 1956. L'affaire a été exposée dans le livre rédigé par Lakdar BELAÏD, *Mon père, ce terroriste*, Paris, Seuil, 2008.

72. Amar LADLANI (1925-2004), alias Kaddour ou Pedro, arriva en 1949 à Liévin où il fit partie du comité de *kasma*. Devenu responsable régional de la wilaya centre, il revint à la tête de la région du Nord de 1952 à 1954, *El Watan*, 3 juillet 2004.

73. *Le seul moyen de ramener la paix en Algérie est d'ouvrir sans tarder un dialogue franco-algérien, sur la base d'une Constituante algérienne Souveraine, élue au suffrage universel sans distinction de race ni de religion, dans un climat de liberté préalablement créé...*, lettre aux députés, 20 juillet 1955, Jacques SIMON, *Messali par les textes*, Paris, Bouchène, 2000, p. 127. La revendication de la Constituante est présente dans la pensée politique dès l'avant guerre. Outre son aspect pratique, elle appartient au corpus de références de Messali qui se réfère volontiers à la Révolution française, à la Commune de Paris ainsi qu'à la Révolution russe.

hommes⁶⁶. L'intéressé refusait de cotiser au parti. Le 7 août, on découvrit le corps d'un ouvrier mineur assassiné à son domicile à Dorignies⁶⁷. Le 16 août, un ouvrier qui rentrait chez lui était blessé à coups de couteau à Aubry⁶⁸. Le 8 septembre, Ahmed K. était attaqué et roué de coups à la Cité algérienne d'Aubry pour le dissuader de « boire de la bière »⁶⁹. Dans la nuit du 4 au 5 octobre, un ouvrier des Fonderies et Laminoirs de Biache-Saint-Vaast fut mortellement blessé par un groupe de choc sur le chemin conduisant à la cité des Crêtes⁷⁰.

L'année 1956 s'acheva sur un drame épouvantable. La nuit de Noël, un groupe de choc MNA fit irruption dans un baraquement de la Cité des Six Drèves, côté Wahagnies. L'attentat fit deux morts et deux blessés graves. La décision avait été prise par la direction messaliste car les quatre victimes étaient soupçonnées de préparer leur passage au FLN⁷¹.

Les affrontements furent désormais meurtriers et provoquèrent l'effroi parmi les populations. Les groupes de choc étaient de mieux en mieux armés, pistolets *Herstal*, bouteilles incendiaires et grenades allemandes de la seconde guerre mondiale, voire mitraillettes *Sten*.

CONCLUSION

Au cours de la période 1949-1956, les migrants algériens progressent en nombre de manière sensible dans l'arrondissement de Douai parallèlement au mouvement observé au niveau national. Ces migrants confrontés en Algérie à des conditions socio-économiques particulièrement difficiles et à un contexte politique détestable viennent, à partir de 1948, très nombreux en métropole pour fournir leur force de travail à des entreprises industrielles où les tâches de manutention manuelles et les emplois sans qualification sont encore très importants. Ces migrants, excepté une petite minorité émigrée depuis les années vingt, sont des hommes jeunes, célibataires dans l'émigration. Ils ont choisi le départ pour assurer la subsistance de leur famille et vivent de manière très contrainte pour envoyer le maximum de numéraire au pays.

S'ils sont partis au premier chef pour des raisons économiques, la question politique demeure très présente. Le traumatisme collectif de la répression qui avait suivi les événements de mai 1945 avait fortement marqué toute une génération. Nombre de ces migrants étaient des militants, voire des responsables du mouvement national. Le cas d'un Amar Ladlani, venu travailler dans les mines de Liévin en 1949⁷², et qui deviendra pendant la guerre d'Algérie l'un des cinq responsables de la fédération de France du FLN, était loin d'être isolé. En quelques années, le Parti du Peuple Algérien contrôla politiquement les migrants. La « matrice bolchévique » de l'organisation favorisait l'émergence d'un modèle de fonctionnement autoritaire. Confronté à des dispositifs de surveillance pesants et à la pression de plus en plus forte exercée par les forces de l'ordre, l'organisation se replia sur des modes de fonctionnement empruntant largement à la coercition. D'abord exercée à l'intérieur du parti pour assurer la cohésion du groupe, celle-ci évolua vers des formes de plus en plus brutales pour aboutir à l'utilisation de la violence.

Cette escalade résultait de la pression exercée par la fédération de France du FLN pour assurer son hégémonie dans l'émigration. Dans la partie engagée au niveau international, le FLN ne pouvait tolérer qu'une partie de l'émigration échappât à son contrôle. Comme le montrait son action envers les autres forces politiques algériennes, le FLN fonctionnait sur un modèle totalitaire qui ne pouvait accepter l'existence d'autres forces politiques, voire de tendances constituées en son sein. Or, le messalisme présentait un modèle politique divergent – du moins en théorie – puisque son leader réclamait l'institution d'une Constituante algérienne représentant toutes les composantes de la société⁷³.

La résistance peu commune du MNA dans la région du Nord et ce, jusqu'en 1962, explique l'exacerbation de l'affrontement. 1956 se clôt sur le drame de

Wahagnies qui annonce l'année terrible de 1957. Le «Front du Nord» devint un champ d'affrontement entre deux appareils militaires qui, désormais, ripostaient coup pour coup. La presse comptabilisa dans la région 138 attentats entraînant la mort de 78 personnes. Le Douaisis, place forte du messalisme commandant les routes entre le bassin minier et la Belgique, se trouva au cœur de l'affrontement.

Pourtant, la direction messaliste tentait de préserver d'autres approches plus politiques. Elle le fit principalement en relançant l'*Union Syndicale des Travailleurs Algériens* (USTA) au début de 1957. Au cours du premier semestre, le syndicat s'implanta dans un grand nombre d'usines et provoqua l'inquiétude de la fédération de France du FLN. La réplique fut double. Avec l'aide de la CGT, le FLN créa des sections syndicales «nord africaines» pour «siphonner» les sections USTA là où elles existaient. Dans un second temps, il pratiqua la liquidation physique des cadres USTA au cours de l'automne 1957. Ces événements connurent leur déclinaison locale mais le MNA et l'USTA résistèrent plutôt bien dans le Douaisis. Cette situation demeura figée jusqu'en 1962.

Jean-René GENTY,
chercheur associé à l'IRHIS.
59194 Râches
jean-rene.genty@wanadoo.fr

SOURCES

Très attaché aux formes traditionnelles d'écriture de l'histoire, j'ai souhaité recourir le plus possible aux sources écrites. A ce sujet, je souhaite préciser que les fonds contenus dans les différents services d'archives se sont avérés d'une richesse exceptionnelle.

Je tiens à remercier les responsables des Archives Départementales du Nord et des Archives Communales de Douai pour leur accueil, leur disponibilité et leur compétence professionnelle. S'agissant de documents soumis à procédure dérogatoire, je souhaite également souligner le libéralisme des autorités administratives responsables de ces archives ainsi que la célérité de la Direction Générale des Archives de France dans l'instruction des demandes de consultation.

La lecture attentive des quatre quotidiens de sensibilité différente alors publiés dans la région a permis de procéder à un premier repérage.

Ces documents écrits abondants ont permis de consolider, d'éclairer et de valider les souvenirs des acteurs, fonctionnaires de police retraités et militants nationalistes algériens. A cet égard, je souhaite évoquer le souvenir d'Ahmed Krouchi, maintenant disparu, ancien responsable régional du PPA et du MNA, membre du bureau politique du PPA en exil, qui accepta d'évoquer au cours de longs entretiens avec précision et patience la geste des militants nationalistes.

Personnellement adepte de la formule de Marc Bloch, «*Pour séparer, dans la troupe de nos pères, les justes des damnés, sommes-nous donc si sûrs de nous et de notre temps?*»⁷⁴, j'ai pris le parti à deux ou trois exceptions près de préserver l'anonymat des acteurs.

Enfin, le grand nombre de références devrait permettre au lecteur intrigué d'aller plus loin. Pour ceux qui le souhaitent, je suis prêt à leur fournir une bibliographie détaillée.

74. Marc BLOCH, *Apologie pour l'histoire ou Métier d'historien*, Paris, A. Colin, 1997, p. 70.

BIBLIOGRAPHIE SOMMAIRE

Histoire politique de l'émigration algérienne

Daho DJERBAL, «La question des voies et moyens de la Guerre de libération nationale en territoire français», communication publiée dans *La Guerre d'Algérie et les Algériens. 1954-1962* (sous la direction de) Charles-Robert AGERON, Paris, A. Colin, 1997, 340 p. ;

Jean-Luc DONEUX et Hugues LE PAIGE, *Le Front du Nord. Des Belges dans la guerre d'Algérie (1954-1962)*, Pol-His Éditions, Liège, 1992 ;

Mohammed HARBI, *Aux origines du FLN, le populisme révolutionnaire en Algérie*, Paris, Bourgois, 1975 ;

Mohammed HARBI, *Le FLN, mirage et réalités, des origines à la prise du pouvoir*, Paris, Jeune Afrique, 1980, 450 p. ;

Mohammed HARBI, *Les archives de la Révolution Algérienne*, Paris, Jeune Afrique, 1981, 583 p. ;

Ali HAROUN, *La VII^e wilaya. La guerre du FLN en France*, Paris, Le Seuil, 1986, 523 p. ;

Jacques SIMON, *Messali Hadj par les textes*, Paris, Bouchène, 2000, 299 p. ;

Jacques SIMON, *La fédération de France de l'Union Syndicale des Travailleurs Algériens (USTA). FLN contre USTA*, Paris, L'Harmattan, 2002, 235 p. ;

Benjamin STORA, *Messali Hadj*, Paris, Le Sycomore, 1982, 299 p. ;

Benjamin STORA, *Dictionnaire biographique des militants nationalistes algériens*, Paris, L'Harmattan, 1985, 404 p.

Approche régionale

Bernard ALIDIÈRES, «La guerre d'Algérie en France métropolitaine : souvenirs "oubliés"», in *Hérodote, revue de géographie et de géopolitique*, n° 120, 1^{er} semestre 2006 ;

Jean-René GENTY, «Repères pour l'histoire du nationalisme dans les communautés algériennes du Nord et du Pas-de-Calais», article publié dans la *Revue du Nord*, t. LXXVIII, Université Charles-de Gaulle Lille-III, juillet-septembre 1996 ;

Jean-René GENTY, *L'immigration algérienne dans le Nord/Pas-de-Calais. 1909-1962*, Paris, L'Harmattan, 1999, 307 p. ;

Jean-René GENTY, «Les Algériens : une immigration précoce influencée par les événements politiques», article publié dans *Tous gueules noires. Histoire de l'immigration dans le bassin minier du Nord-Pas-de-Calais*, Centre historique minier, Lewarde, 2004, 159 p. ;

Jean-René GENTY, *Des Algériens dans la région du Nord. De la catastrophe de Courrières à l'Indépendance*, Paris, L'Harmattan, 2005, 207 p. ;

Jean-René GENTY, *Le mouvement nationaliste algérien dans le Nord (1947-1957). Fidaou el Djazaïr*, Paris, L'Harmattan, mars 2008, 284 p.